

Boucs émissaires et coûts de la santé

L'invité

Christophe Reymond

Directeur du Centre
Patronal vaudois



On s'était donné le mot entre ministres de la Santé, il y a quelques semaines, en marge d'une conférence tenue à Berne qui visait à freiner la hausse des coûts dans le domaine. Les camarades Berset, Maillard et Poggia y sont tous allés de leur couplet pour pointer du doigt les médecins, coupables pour certains de réaliser des revenus jugés indécents. La machine médiatique pouvait alors se mettre en marche.

Ce nouvel épisode montre que la recherche de la tête de Turc constitue l'activité la plus prisée pour expliquer l'augmentation des primes d'assurance-maladie. Les médecins, les assureurs, l'industrie pharmaceutique se succèdent au pilori. Il s'agit pour les thuriféraires d'un secteur de la santé étatisé de désigner des coupables (invariablement parmi les «acteurs privés») soupçonnés de plomber le système par appât du gain. La méthode fait penser à celle que moquait Pierre Dac: ce n'est pas parce qu'en hiver, on dit «Fermez la porte, il fait froid dehors» qu'il fait moins froid dehors quand la porte est fermée.

En Suisse, les dépenses de santé représentent 12% du PIB; guère plus que dans bien d'autres pays européens. Sur une longue période, elles n'enregistrent d'ailleurs pas véritablement d'explosion par rapport à la richesse générale. Mais ces coûts collectifs nous écrasent tous, répliquent les dirigistes en observant ce qu'ils représentent dans le total des dépenses d'un ménage. Cer-

tes, mais si l'on examine comment se répartissent, au fil du temps, les différentes charges dans le budget des familles, on est pris de perplexité. Le poste alimentation a chuté à peu près dans la même mesure qu'a crû celui de la santé; et la part dévolue aux loisirs ne cesse d'augmenter.

Le tableau laisse songeur. Il reflète un changement des modes de vie, des priorités. Il permet aussi de considérer l'augmentation des primes d'assurance-maladie (plus forte que celle de la santé en général) dans une perspective un peu différente. Ne sont-elles pas le reflet du vieillissement de la population, des prestations permettant de maintenir en leur domicile les personnes dépendantes, du développement des techniques médicales? Tous phénomènes qui constituent, somme toute, des signes de progrès.

«Pour les dirigistes,
la méthode consiste
à fustiger les acteurs
privés»

Et puis, ce que les politiciens partisans de la collectivisation n'essaient pas de changer, c'est la différence de financement entre les traitements ambulatoires (100% à charge des primes d'assurance) et les frais d'hospitalisation (45% à charge de l'assurance). Ce déséquilibre provoque un transfert vers l'ambulatorio et permet aux cantons de réaliser des économies considérables. Mais il est plus confortable de cibler les médecins ou les assureurs que de reconnaître que la politique que l'on favorise contribue, elle aussi, à charger les assurés.